

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DES BOUCHES-DU RHONE**

Direction de la Vie Locale  
Service des communes

**RÉUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 14 SEPTEMBRE 2018  
SOUS LA PRÉSIDENTE DE MME MARTINE VASSAL  
RAPPORTEUR(S) : MME MARTINE VASSAL**

**OBJET : Aide à la gestion de l'eau - Année 2018 - 2ème répartition.**

---

Madame la Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône soumet à la Commission permanente le rapport suivant :

Par délibération du 15 décembre 2017, le Conseil départemental a approuvé la reconduction des dispositifs départementaux d'aide et d'intervention au titre de l'aide aux communes, ainsi que les modifications et évolutions proposées pour la gestion des dispositifs de financement.

Dans ce cadre, le dispositif d'aide à la gestion de l'eau contribue à favoriser les investissements des communes et des groupements de communes pour la réalisation des objectifs suivants :

- gérer l'eau et les milieux aquatiques (cours d'eau, étangs, nappes phréatiques, littoral).

Sont ainsi éligibles des opérations telles que les travaux d'entretien ou de valorisation des cours d'eau, les études en vue de l'amélioration de la qualité de l'eau et des écosystèmes, la réalisation de promenades et aires de loisirs permettant de valoriser le patrimoine naturel aquatique et de sensibiliser les usagers à sa protection.

- protéger et prévenir contre les inondations.

Peuvent être financées dans ce cadre des opérations d'investissement telles que la réalisation de digues, de systèmes d'alerte, de bassins de rétention des eaux pluviales, les études sur les risques d'inondation et d'érosion.

- sécuriser l'approvisionnement en eau potable et préserver la ressource.

Parmi les opérations éligibles au titre de cet objectif, figurent des études d'investissement sur la connaissance des ressources, les schémas directeurs d'alimentation en eau potable, la réalisation et la protection des captages d'eau potable, la réalisation d'usines de filtration d'eau potable, la réduction de la vulnérabilité des systèmes de production d'eau potable au risque inondation.

- optimiser le traitement des eaux usées et pluviales.

Peuvent être financées des opérations telles que les études et travaux pour la construction ou la mise aux normes de stations d'épuration, la réalisation de conduites de transfert, la mise en place de dispositifs d'auto-surveillance, la construction d'unités de traitement des boues ou des effluents

agricoles, les schémas directeurs d'assainissement, les schémas directeurs de gestion des eaux pluviales.

Le taux de l'aide du dispositif varie de 20 à 60% du coût HT de l'opération en fonction de l'intérêt du projet, de son volume financier, mais aussi de la population de la commune ou du groupement bénéficiaire, de son potentiel fiscal et de son effort fiscal.

Ces aides ne sont pas cumulables, sur un même projet, avec le fonds départemental d'aide au développement local (FDADL) ou un contrat départemental de développement et d'aménagement (CDDA).

Les dossiers présentés par les communes ou les groupements de communes sont examinés en partenariat technique avec le service de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Le montant de l'autorisation de programme inscrite au budget départemental 2018 pour cette action s'élève à 3 000 000 €

Une première répartition a été approuvée lors de la commission permanente du 29 juin 2018 pour un montant global de subventions de 247 324 €

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre appréciation les demandes de subventions départementales formulées par des communes et des groupements de communes des Bouches-du-Rhône au titre d'une deuxième répartition de crédits de l'année 2018 pour l'aide à la gestion de l'eau.

Ces demandes concernent une étude et des travaux pour la protection contre les inondations, des travaux de réhabilitation des milieux aquatiques et de préservation de la ressource en eau.

Le montant total des subventions d'investissement sollicitées s'élève à 305 977 €, sur une dépense subventionnable globale de 858 434 €HT, conformément au détail joint en annexe 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer à la commission permanente de prendre la délibération ci-après.

**Signé**  
**La Présidente du Conseil départemental**

Martine VASSAL